

L'Ouzbékistan ou la transition enlisée

Yves Zlotowski¹

Résumé

Parmi les nouvelles républiques de l'ex-URSS, l'Ouzbékistan s'est distingué par une réticence officielle au passage brutal à l'économie de marché et la volonté de définir une voie originale et gradualiste. La « voie ouzbek » a souligné dès le départ qu'elle optait pour une transition où le secteur public et la politique sociale continueraient à jouer un rôle déterminant, et a par conséquent rejeté toute référence à une stratégie de thérapie de choc. La privatisation initiée est tout au plus une désétatisation timide où l'Etat conserve sous son étroit contrôle des entreprises laissées sans marges de manœuvre. En août 1993, d'après les sources officielles, 23,1 % de la production nationale ouzbek provenait du secteur privé. Les mécanismes qui ont été mis en place pour assurer la transition et qui sont présentés ici, reflètent en réalité des options bien éloignées des conditions qu'imposerait un réel passage à l'économie de marché : il n'y a ni distribution d'actifs hors du collectif des travailleurs, ni de mécanismes de marché qui réguleraient la valeur de ces actifs. Distribution et évaluation sont administratives.

Des obstacles objectifs à la réforme existent : les structures politiques clanistes traditionnelles qui avantagent une élite hostile à toute perte de pouvoir ; le fonctionnement des kolkhozes – il y en a 1 247 en Ouzbékistan – qui sont des unités sociales intégrées, puissantes et donc solides, dans un pays largement dominé par l'économie rurale ; et enfin l'héritage de la spécialisation socialiste, en l'occurrence la domination du coton dans la production nationale, handicape toute diversification. Le coton produit sert en effet à acheter les produits alimentaires nécessaires pour nourrir une population à la progression impressionnante : en

1. Yves Zlotowski est chercheur au MINI-FORUM de l'université de Paris X-Nanterre (URA CNRS 1700). La rédaction de cet article a été achevée en novembre 1994.

1993, son taux d'accroissement naturel était de 2,8 %, ce qui correspond à un taux de natalité de près de 35 %.

La politique économique, qui a eu pour objectif premier d'éviter des hausses de prix violentes, a été un échec cinglant. L'inflation pour les produits alimentaires aurait atteint 2 080 % entre août 1992 et août 1993. Le déficit public aurait été, selon le FMI, de 30 % du PIB au début de l'année 1994. La réforme monétaire – novembre 1993 et juillet 1994 – a mis en évidence, non seulement l'inadaptation des autorités et des structures à faire face aux exigences qu'impose le retour à une certaine orthodoxie monétaire, mais aussi l'hésitation sur l'objectif même d'indépendance monétaire par rapport à l'ex-URSS. Le commerce extérieur, dominé par le clearing avec la Russie – du coton échangé contre du blé et du pétrole – et une aide occidentale inefficace en raison d'une conditionnalité peu pertinente, ne permettent pas de sortir de l'ornière de la crise. Cette voie alternative a donc échoué et un retour en arrière – la réintégration dans un espace économique sous domination russe – se profile. Pourtant, ces pays devraient être aidés non pas pour mettre en place une improbable thérapie de choc mais pour définir des voies de développement et de spécialisation internationale qui ne font pas nécessairement la part belle à un marché hypothétique et inadapté à la réalité locale.

Jugé conservateur par les uns, au mieux prudent par les autres, mais unanimement condamné pour les atteintes aux droits de l'homme dont il a été le théâtre et pour sa réticence à engager des réformes politiques et économiques, l'Ouzbékistan n'a pas réussi à engager un dialogue constructif avec les organisations multilatérales et les partenaires occidentaux. Depuis les élections russes de décembre 1993, les organisations internationales se réorientent en effet très nettement vers la Russie jugée désormais prioritaire. L'extrême complexité de la mise en œuvre des réformes dans les Républiques, la gestion délicate de leur dépendance, le maintien ou le retour d'anciens communistes au pouvoir, l'utilisation des vieilles méthodes dans la politique économique, extérieure ou autre... autant de faiblesses qui finissent par lasser les partenaires occidentaux.

Ces graves errements, l'Ouzbékistan les connaît à un degré parfois caricatural. Notre étude se concentre sur la transition dans un pays qui tente de gérer une indépendance qui lui est en quelque sorte « tombée dessus » et montre pourquoi la stratégie de réforme se révèle être un grave échec et quelles solutions se profilent en matière économique. La lenteur des réformes structurelles et les obstacles qu'elles rencontrent, les crises et les contradictions de la politique économique et, enfin, l'insertion chaotique de cette économie dans le système international, nous éclairent sur la « voie ouzbek » et les conflits fondamentaux qu'elle rencontre aujourd'hui.

L'inertie des structures économiques

Un gradualisme assumé, une privatisation de façade...

La philosophie générale des réformes est synthétisée dans les « cinq principes » énoncés par le président Islam Karimov : l'économie n'est soumise à aucun dogme idéologique ; l'Etat est le réformateur principal ; il y a une suprématie de la loi dans tous les domaines ; la politique sociale demeure prioritaire ; enfin, le passage à l'économie de marché est progressif.

Les références de la voie ouzbek sont celles de l'économie sociale de marché de type allemand ou de la forte intégration des entreprises japonaises, voire de la voie chinoise. Le poids important du secteur public, la priorité sociale sont les axes importants de cette transition. La Russie a servi de repoussoir pour conspuer la thérapie de choc, son désordre, ses conséquences sociales. En août 1993, un bilan officiel de la privatisation indiquait que 23,1 %² de la production nationale ouzbek provenait du secteur privé et qu'à l'été 1993, il existait 5 800 entreprises privées.

Ces déclarations ne soutiennent pas l'épreuve des faits et de l'analyse. Un mouvement de restructuration des formes de propriété a indéniablement débuté en Ouzbékistan, mais sous un contrôle si strict de l'Etat que le mot privatisation paraît bien audacieux.

Un arsenal de règles et d'institutions est censé asseoir la dynamique des privatisations : la principale caractéristique de la privatisation ouzbek est d'être une désétatisation sans perte de contrôle par l'Etat. Aussi, la propriété privée n'est qu'une forme de propriété parmi d'autres. Selon la législation ouzbek, toutes les formes de propriété jouissent des mêmes droits. La loi du 31 octobre 1990 indique que des formes de propriété doivent coexister : outre la propriété privée, il existe la propriété d'Etat et la propriété « collective » (la propriété familiale ou plus caractéristique, la propriété du *Makhalia* qui peut être définie comme une unité de quartier, formée de maisons individuelles privées). La loi de novembre 1991 définit les modalités de la privatisation que nous expliciterons ci-après et insiste sur les conséquences socialement douloureuses d'une privatisation incontrôlée.

Seuls les membres du collectif des travailleurs peuvent devenir propriétaires de l'entreprise, ce qui a pour but d'éviter toute fluctuation des prix et de refuser en fait toute sanction du marché : la peur d'un bradage des coupons a nettement influencé les autorités ouzbeks qui ne souhaitent pas que les entreprises puissent être considérées comme pouvant avoir une valeur nulle. De même, la possible concentration des actifs dans les mains de propriétaires « non identifiés » fait peur.

2. Les chiffres cités dans cet article sont d'origine gouvernementale ouzbek, sauf mention contraire. Les principales sources officielles sont : le comité d'Etat des statistiques et prévisions de l'Ouzbékistan, le ministère des Relations économiques extérieures, le ministère des Finances.

L'évaluation tout comme la distribution des actifs sont en fait administratives : l'entreprise est vendue à un acheteur unique à un prix que la loi de l'offre et la demande n'affecte pas. Les certificats de propriété sont vendus aux membres du collectif des travailleurs au prorata de la mise de chacun des membres. C'est alors de leur poche, en *cash*, que les travailleurs payent leurs entreprises. La spéculation devient difficile : une distinction juridique est faite entre les sociétés « fermées », pour lesquelles toute revente des actions est interdite par opposition aux sociétés ouvertes. Or la presque totalité des entreprises privatisées sont et seront de la première sorte.

Une refonte de cette méthode s'avère d'autant plus nécessaire qu'en deux ans d'indépendance le bilan est maigre. En effet, les chiffres officiels sont à manier avec la plus grande prudence : en septembre 1993, selon le comité de Privatisation, 9 600 unités auraient été privatisées. Or, lorsqu'une compagnie de commerce est privatisée, le comité comptabilise toutes les agences de vente, les kiosques et étals, ce qui peut élever le chiffre à 200 pour en fait une seule entreprise privatisée.

La ventilation par type d'entreprises est également trompeuse : les sociétés par actions représenteraient 13 % des unités privatisées (l'Etat y détient 30 à 50 % des actions), les ventes aux particuliers 87 % et le leasing 1 %. Mais ce comptage est trompeur car il est fait en nombre d'unités : comme ce sont principalement les minuscules points de vente qui sont vendus à des particuliers, le leasing représente en réalité le volume de capital le plus élevé.

La terre a été distribuée sous la forme de baux de 50 à 99 ans. Mais elle ne peut être propriété privée, elle demeure bien de l'Etat. 550 000 hectares auraient été ainsi alloués, soit 1/8 de la surface cultivée. L'idéologie officielle reste ferme : selon le comité de Privatisation, les spécificités de l'agriculture ouzbek (irrigation principalement) requièrent une gestion centralisée.

Le seul secteur qui semble avoir été rapidement privatisé est le logement, mais la législation sur la revente des appartements est floue. D'après le discours du chef de l'Etat lors d'une session du Soviet Suprême, 900 000 appartements ont été privatisés, soit 82 % du parc immobilier.

Certaines mesures touchant les entreprises nouvellement privatisées font penser que l'Etat freine à dessein les avancées de la privatisation : une série de mesures laisse aux entreprises privatisées une marge de manœuvre quasi-nulle : durant les trois premières années, l'entreprise privée ne peut modifier ni son niveau d'emploi ni celui de la production. Des pressions sont exercées par les autorités régionales ou centrales sur les prix pratiqués. Enfin et surtout, une série de tracasseries administratives décourage l'initiative privée : chaque segment d'activité (stockage, vente, location, exportation...) requiert une licence dans plusieurs ministères et comités d'Etat qu'il faut à chaque fois négocier et acheter. Le comité de Privatisation fait lui-même payer la licence de privatisation sous prétexte de séminaires payants obligatoires. De nombreuses mesures destinées à soutenir les entreprises privées complètent ce tableau : accès automatique au crédit, assouplissement de la

taxation, subventions directes. Les entreprises privées dépendantes de l'Etat pour leurs intrants doivent, selon la loi, être traitées sur un pied d'égalité avec les entreprises d'Etat.

Cet arsenal légal est tout à fait cohérent : on ne peut d'une part exiger des entreprises privées qu'elles maintiennent leur niveau de production, et, d'autre part leur barrer l'accès aux intrants. Seulement, insidieusement, ces directives permettent de ne pas modifier le mode de gestion des entreprises par rapport à la situation antérieure : l'Etat continue à protéger les entreprises tout en exigeant d'elles des objectifs quantitatifs de production.

... en raison d'obstacles internes multiples à la réforme

L'organisation politique peut en effet être un frein objectif aux réformes dans la mesure où les structures clientélistes se marient aisément avec le système soviétique : le maintien de clans au pouvoir, l'institution de relations familiales dominant la pratique politique ouzbek. Le terme de mafia est impropre dans la mesure où culturellement, le service rendu à un membre de la famille est une obligation sociale. Cette tradition clanique peut être un frein à la réforme car elle ne permet notamment pas une sélection efficace des élites. A la rentrée 1993, l'accès aux universités prestigieuses de Tachkent s'est fait exclusivement par relations familiales ou pots de vin, excluant les minorités et notamment la minorité russe. La prise d'un poste dans l'administration est étroitement liée à l'appartenance à une famille.

La concentration de la richesse clé, le coton, et son système d'allocation par quota reste une source dangereuse de corruption. Le maintien des monopoles, qui se manifeste par le fait que les interlocuteurs des investisseurs étrangers sont systématiquement des ministères ou leur *ersatz*, implique des rentes de situations quasiment instituées. Tout investisseur étranger sait qu'une partie (un pourcentage connu du montant du contrat) devra être versée à différents niveaux des ministères pour obtenir le marché. Bref, l'existence de revenus annexes menacés par toute décentralisation fait d'une grande partie de l'appareil d'Etat un pan – certes réduit mais placé aux secteurs clés – de la société ouzbek hostile à la réforme.

Une économie qui demeure agricole, avec ses 1 247 kolkhozes, 916 sovkhoses et 80 coopératives, peut se transformer à partir du moment où les structures en place ne donnent pas toute satisfaction aux agriculteurs. Or, le directeur d'un kolkhoze ouzbek n'est pas un fonctionnaire qui, aujourd'hui à Samarcande, pourra être appelé demain à Ourgentch. Mais, parce qu'il est un notable local, intégré dans la vie sociale et politique du village ou de la ville, il doit contenter les travailleurs.

Dans cette perspective, le kolkhoze est une unité sociale viable. Il organise la vie familiale et professionnelle du village : il a ses écoles, ses mosquées et une certaine autonomie financière que lui laisse le système des commandes d'Etat : 80 % de la production doit être livré à prix fixes aux instances centrales et 20 %

est laissé à la libre disposition du kolkhoze. Le problème du partage de la rente cotonnière est sans aucun doute une source à venir de conflits entre le Centre et les unités de production puisque le coton continue à être acheté par le Centre à des prix d'Etat (en soums) et vendu sur les marchés internationaux au prix mondial en dollars. En plus, le système strict des licences d'exportation (pour tout vendeur « décentralisé » de coton, deux licences doivent être obtenues, une au ministère des Relations économiques extérieures, une au cabinet des ministres) fait que bien souvent les kolkhozes ne peuvent exporter directement.

Cependant, cette aspiration à un allègement du contrôle de l'Etat va de pair avec une confiance dans l'organisation du kolkhoze qui fournit aux travailleurs de nombreux avantages. La structure même du kolkhoze, en raison de son efficacité sociale et des garanties qu'elle apporte, du sentiment d'appartenance à une collectivité organisée, ne peut être remise en cause (Roy, 1993). Volonté de modernisation et refus des transformations structurelles ne sont pas dans ce cas contradictoires mais complémentaires.

Enfin, la difficulté à réformer vient d'un legs qui bloque toute avancée. L'Ouzbékistan est pris au piège de l'héritage de la « spécialisation socialiste ». La monoculture du coton pèse en effet très lourd sur l'impossibilité de réformer. Cette spécialisation a été poussée à un tel point qu'à l'exception du coton, des fruits et légumes, l'Ouzbékistan demeure importateur net pour tous les autres produits agricoles. Ainsi, la formule « du coton contre du blé » s'applique toujours. Les recettes tirées de la vente du coton servent uniquement à acheter des produits qui sont les priorités d'Etat : blé, médicament, riz, thé... Toute diversification agricole ou modification des structures qui entraînerait une modification du niveau et des structures de production se heurte à la priorité de nourrir une population à la démographie galopante : l'Ouzbékistan avait en 1993 un taux d'accroissement naturel de 2,8 % et un taux de natalité de près de 35 %. Chaque année, la population ouzbek augmente de 500 000 personnes.

Il s'agit ici d'une profonde contradiction entre les échéances : les restructurations de la production ne peuvent donner de résultats certains qu'à long terme mais les besoins de la population sont de court terme. Ainsi une certaine inertie des structures productives est induite par cette spécialisation difficilement modifiable à court terme.

Les carences de la politique économique ouzbek

Les autorités ouzbeks ont jusqu'à présent refusé de s'engager sur tout résultat macro-économique de court terme alors que le Fonds monétaire international les en pressait, comme l'imposent les nouvelles facilités à orientation systémique. Il est vrai que les critères très orthodoxes du Fonds sont particulièrement inadaptés à la situation ouzbek. Les réformes monétaires – c'est-à-dire d'abord la réforme provisoire créant le « soum-coupon » en novembre 1993, puis la réforme définitive de juillet 1994 qui a vu l'apparition de la monnaie nationale, le soum, – ont révélé l'impréparation des autorités face à la question monétaire pourtant cruciale, et surtout leur réticence inavouée quant à l'indépendance monétaire. Jusqu'à très tardivement, alors que les voisins proches avaient fait le grand saut, les Ouzbeks ont cru à la possibilité d'un retour dans la zone rouble. C'est la Russie qui souhaitait plus que tout se débarrasser des derniers mauvais élèves de la zone rouble, ceux qui, à l'instar de l'Ouzbékistan, n'avaient pas su se plier aux tentatives de rigueur du grand frère³.

La volonté de demeurer dans la zone rouble est allée paradoxalement de paire avec le refus de toute libération des prix. Or cette politique aux objectifs contradictoires a été dès avant les réformes monétaires, un échec total. La vocation de la politique budgétaire (un déficit estimé à 30 % du PIB au début de l'année 1994 par le FMI, déficit officiellement nul...) était claire : il s'agissait de protéger la population contre des hausses de prix « à la Russe ». En considérant un panier qui tient compte des deux types de circuits (magasins d'Etat et marchés à prix libres), on obtient une inflation pour les produits alimentaires de 2 080 % entre août 1992 et août 1993.

L'inflation semble donc beaucoup plus élevée que ne le laissent entendre les chiffres officiels : 2 000 % au lieu des 695 % officiels dans le secteur de la consommation. L'inflation véritable doit être plus élevée car nous avons choisi volontairement un panier du consommateur qui fait la part belle aux prix contrôlés. La population ouzbek n'a pas été protégée contre les ravages de l'hyperinflation, d'autant plus que les hausses du salaire minimum ne pouvaient compenser en rien cette flambée des prix : le salaire minimum était augmenté tous les mois de 20 % en moyenne ce qui repose sur une anticipation d'inflation de 800 % par an.

Cette sous-estimation de l'inflation est due en partie à l'absence de calcul fiable d'indice des prix. Il est en fait évident que les hausses de prix sont importées de Russie puisque les produits alimentaires sont principalement d'origine russe. Les analyses du FMI insistent sur la présence d'une boucle prix-salaire, démontrée par

3. En 1993, le plafond des crédits techniques accordés à l'Ouzbékistan par la Russie était de 180 milliards de roubles. Or de janvier à mars 1993, l'Ouzbékistan avait déjà tiré 129 milliards de roubles.

les hausses systématiques des salaires en fonction de l'inflation, que les autorités appellent « ajustements ». Or en 1992, les salaires réels ont chuté d'un tiers, ce qui a tendance à infirmer cette analyse. Il reste que depuis les réformes monétaires une dynamique inflationniste a été créée : c'est désormais la hausse de la vitesse de circulation qui est le principal vecteur de l'inflation ouzbek.

L'Etat a joué un rôle d'amortisseur indéniable mais son activisme dans le domaine des prix (subventions massives) n'a récolté que les conséquences négatives des deux politiques alternatives : faute de moyens réels il n'a pas su protéger la population des hausses de prix et le déficit budgétaire s'est creusé dans d'inquiétantes proportions. La conclusion est identique à celle que l'on tire en matière de réforme : l'échec d'une politique alternative au modèle dominant, prôné par le Fonds monétaire international, et l'impossibilité de se démarquer de la politique observée par la Russie, tant la dépendance est étroite entre les évolutions macroéconomiques de ces deux pays.

■ Une insertion internationale en souffrance

L'attraction du capital étranger

En 1992, l'investissement direct aurait représenté 40 millions de dollars. Les chiffres officiels font état d'un flux d'investissement direct de 143 millions de dollars au premier trimestre 1993 et de 302 millions de dollars au second semestre. Ces chiffres sont à manier avec la plus grande prudence. L'Ouzbékistan compte 1 200 sociétés mixtes. Les Etats-Unis, la Turquie, l'Afghanistan, la Chine et l'Autriche en sont les principaux co-actionnaires, mais ces sociétés sont souvent des petits points de revente entre Moscou et Tachkent. Seules les sociétés qui se voient attribuer un quota de coton parviennent à diversifier leur activité. Bien que selon la législation, les sociétés mixtes soient libres d'impôt, il s'avère que de nombreuses dispositions annexes annulent ce principe : seules les sociétés dont la part du capital étranger dépasse 30 % ont cet avantage et, de toutes façons, les sociétés mixtes sont soumises à une taxe générale de 35 % sur toute recette en devises. Le rapatriement des profits est également taxé à hauteur de 10 %. Le système bancaire, en raison de son sous-développement, obère toute venue massive des investisseurs étrangers. Ainsi, une législation incohérente et une pratique aléatoire ne forment pas le cadre rêvé pour un investisseur étranger.

Les grandes opérations d'investissement direct, annoncées à grand renfort de publicité, sont rares : la seule qui soit véritablement concrète est l'opération Newmont (firme minière d'origine américaine) qui a investi 150 millions de dollars avec l'aide de la BERD et d'un consortium bancaire, dans des techniques de

traitement des déchets pour les mines d'or de Zaravchan. Cette opération devrait permettre d'augmenter sensiblement la production aurifère (déjà de 70 tonnes par an). Mais la venue de Daewo ou de Mercedes Benz ne donne pas encore de résultats probants.

L'extrême centralisme de la prise de décision en matière d'investissement devrait permettre au moins de dégager une stratégie claire. Celle-ci se dessine si l'on analyse les projets pour lesquels la technologie française a été sollicitée : raffineries de pétrole, distillerie, raffinage du sucre. Des produits essentiels pour la demande interne et qui, parce que l'Ouzbékistan ne les produit pas ou en quantités insuffisantes pour combler cette demande interne, doivent être produits localement.

L'attitude des autorités ouzbeks est ici explicable par le legs du passé et non par des raisonnements coûts-avantages. La logique de complémentarité des spécialisations est acceptable si les canaux commerciaux sont fiables à long terme. Or l'expérience de la rupture des canaux commerciaux de l'ex-URSS s'est avérée traumatisante, bien que le commerce intra-CEI continue à fonctionner selon un mode inertiel. Mais lorsque certaines usines s'arrêtent de produire dans le Caucase en raison de la guerre, cela se manifeste à Tachkent par une absence pure et simple du produit. La peur de manquer, de ne pas répondre aux besoins minimum de l'économie du pays est encore une fois contradictoire avec une stratégie de développement qui ne porte ses fruits qu'à long terme. L'indépendance mène dans cette logique à la peur de la dépendance.

L'aide extérieure devrait ici jouer un rôle clé pour résoudre ce conflit d'objectifs. Or il n'en est rien. L'arsenal de l'aide est impressionnant sur le papier. Les créditeurs principaux sont l'Union européenne avec le programme TACIS (qui a déjà agréé 18,87 millions d'ECU pour uniquement, comme c'est son but, l'assistance technique), la Banque mondiale qui n'en finit pas de négocier des crédits, la BERD, particulièrement active qui a donné 60 millions d'ECU pour le développement du secteur privé et participe à une école de formation bancaire, l'Allemagne qui via la GTZ propose de nombreux projets d'assistance technique et la Turquie qui a prêté 250 millions de dollars pour des achats de blé et de médicaments.

Même s'il est très tôt pour en juger, les apports de cette aide sont extrêmement faibles. Le fait que l'assistance technique soit largement dominante par rapport à l'aide financière est problématique. En fait, cela vient d'une prise de conscience aiguë des organisations internationales devant l'incapacité des structures économiques et politiques ouzbeks à absorber efficacement toute aide financière. Mais il ne semble pas que le choix de l'assistance technique, dont l'efficacité n'est pas toujours réelle (rappelons que le délai incompressible de mise en place d'une opération TACIS est de 14 mois), résolve totalement ce problème : l'incitation est grande pour accéder aux cours, aux voyages à l'étranger et aux bourses. Mais les bénéficiaires de l'assistance n'ont pas nécessairement la place qui leur revient une fois leur formation achevée.

Si la position du Fonds monétaire international, en imposant des critères macro-économiques, est caricaturale, elle est représentative d'un manque de réflexion sur les buts et la conditionnalité de l'aide occidentale. Toutes les organisations multilatérales butent sur l'objectif abstrait de la transition vers le marché, identifiée plus ou moins à la privatisation et à la réforme du système financier. Cet objectif se heurte de fait au conservatisme du gouvernement ouzbek, d'autant plus dérangeant qu'il se pare d'un discours favorable à la réforme. A partir du moment où existent des obstacles structurels graves à la réforme, même si, répétons le, les motivations de ce conservatisme ne sont pas entièrement désintéressées, mieux vaut alors réfléchir en termes de développement plutôt qu'en termes de privatisation. Par exemple, une stratégie de spécialisation internationale qui impose de développer les avantages comparatifs implique des décisions fortes d'investissement de la part de l'Etat. La privatisation passe alors au second plan même si une libéralisation réelle du commerce et des services, et un allègement considérable du contrôle de l'Etat s'avèrent nécessaires.

Les blocages du commerce extérieur

Avec ses partenaires occidentaux, l'Ouzbékistan conserve une structure de ses échanges très traditionnelle. En 1992 et 1993, les recettes du coton ont largement dominé le total des recettes en devises, représentant plus de 77 % du total. Environ 1,2 million de tonnes de coton est exporté annuellement par l'Ouzbékistan, dont 43 % vers la zone hors-CEI. Une concentration symétrique se retrouve pour les importations : le blé représente 57 % du total. Les autres postes importants sont le sucre, la viande, les vêtements et les autres céréales. Le commerce avec cette zone demeure déséquilibré ; en 1993, le déficit commercial ouzbek s'est élevé à 34 milliards de dollars.

Avec le partenaire russe, et par rapport à la période précédant l'indépendance, le commerce témoigne d'une grande inertie et continue à se réaliser selon les mêmes modalités centralisées : les accords de *clearing* pétrole-coton se succèdent. Pour maintenir les anciens réseaux de commerce, une sorte de centrale d'achat a été créée (Ouzcontractorg) qui sert de chambre de *clearing*. En 1992, le déficit avec cette zone aurait été de 200 millions de dollars. En 1993, l'excédent annoncé de 300 milliards de roubles résulte seulement de la désorganisation des paiements inter-républicains. Si les termes de l'échange restent en vérité défavorables aux Ouzbeks (l'argument de la dette potentielle ouzbek à l'égard de la Russie a été utilisé par les Russes), le coton ouzbek récupéré par le troc permet de soutenir l'industrie textile russe et constitue une source indéniable de devises. Il est en effet souvent réexporté par la Russie vers les marchés internationaux. L'enjeu que représente la communauté russe – 11 % de la population ouzbek –, traumatisée par la réforme monétaire, est également un argument souvent utilisé aussi bien par le président Karimov que par les conservateurs russes.

Tant pour les réformes en Ouzbékistan que pour la politique économique, l'aide et la présence occidentales jouent finalement un rôle de moindre importance que les relations avec la Russie. Empêtré dans un discours indépendantiste qu'il n'a pas pu assumer, bloqué par un dialogue faussé avec les Occidentaux, l'Ouzbékistan se retrouve à la case départ, alors que se dessine de façon confuse une volonté d'autosuffisance qui fera long feu. Or ni la Russie, ni les pays occidentaux, ni les voisins proches, n'aident ce pays à trouver sa voie, à définir une politique cohérente ou une stratégie de réforme réaliste. La solution qui se profile a le mérite de rassurer tout le monde : une réintégration dans le giron russe, que cette réintégration institutionnelle prenne la forme d'une zone de libre-échange ou d'une zone monétaire. Car quelle que fut sa volonté sincère à définir une voie originale, ce gradualisme assumé, ce démarquage de la politique économique classique, ont été, comme nous avons tenté de le montrer, de graves échecs. L'échec d'une voie alternative se retrouve dans d'autres républiques issues de l'URSS et nouvellement indépendantes comme l'Ukraine. L'aide multilatérale et bilatérale doivent impérativement se coordonner entre elles pour définir des voies de spécialisation et de réformes qui ne passent pas nécessairement par un programme de privatisation de grande ampleur. De même, le flux d'investissement privé doit être cohérent avec cette stratégie de développement dont la définition est prioritaire. Si personne ne donne les moyens aux nouvelles républiques d'être indépendantes, personne ne pourra leur reprocher d'échouer dans cette recherche de l'indépendance.

Références

- Banque mondiale (1993), *Uzbekistan, an Agenda for Economic Reform*, A World Bank country study.
- Banque nationale d'Ouzbékistan (1993), *Economy of Uzbekistan*, Tachkent.
- Bassani A. (1993), « Vers une économie de marché en Asie centrale », *l'Observateur de l'OCDE*, n° 180, février-mars.
- CNPF International (1993), discours du président de la république d'Ouzbékistan son excellence M. Islam Karimov, CNPF, jeudi 28 octobre.
- Comité de Privatisation (1993), *Privatization Programm in The Republic of Uzbekistan*.
- Kaser M. & S. Mehrotra (1992), *The Central Asian Economies after Independence*, Royal Institute of International Affairs, Londres.
- Kommersant (1993), *Obzor ekonomitcheski stran sng i regionov rossii*, n° 46, 15-21 novembre.
- Poujol C. (1993) « La Russie, l'Islam et les Etats d'Asie centrale », *Les Cahiers de l'Orient*, numéro spécial « Incontournable Turquie », n° 30, deuxième trimestre.
- Roy O. (1993), « Sociétés musulmanes et régimes néo-soviétiques », *Les Cahiers de l'Orient*, numéro spécial « Incontournable Turquie », n° 30, deuxième trimestre.

